



Arrêt

n° 276 707 du 30 août 2022
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître H. DOTREPPE
Avenue de la Couronne 88
1050 BRUXELLES

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VII^E CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 mars 2021, par X, qui déclare être de nationalité mauritanienne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 9 février 2021 et notifiés le 25 février 2021.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 17 février 2022 convoquant les parties à l'audience du 21 mars 2022.

Entendu, en son rapport, C. ADAM, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. VAN NIJVERSEEL *loco* Me H. DOTREPPE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me G. VAN WITZENBURG *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

I. Faits pertinents de la cause

1. La partie requérante, de nationalité mauritanienne, déclare être arrivé sur le territoire belge le 6 novembre 2008. À la même date, elle a introduit une première demande de protection internationale. Cette demande s'est clôturée, le 27 septembre 2011, par un arrêt n°67 309 par lequel le Conseil lui refuse le statut de réfugié et le statut de protection subsidiaire.

2. Par un courrier du 14 décembre 2009, la partie requérante a également introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9*bis* de la loi du 15 décembre 1980, qui a été complétée en date du 9 mars et 7 décembre 2011.

Le 13 mars 2012, la partie défenderesse a pris concernant cette demande une décision de rejet, laquelle a cependant été annulée par un arrêt n° 125.939 prononcé par le Conseil le 23 juin 2014.

3. Entre-temps, le 6 février 2012, la partie requérante a introduit une deuxième demande de protection internationale. Cette demande s'est clôturée le 15 février 2012 par une décision de refus de prise en considération d'une demande d'asile (annexe 13^{quater}). Le même jour, un ordre de quitter le territoire-demandeur d'asile (annexe 13^{quinqüies}) est pris à l'encontre de la partie requérante.

4. Le 9 avril 2013, le requérant a fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger. Un ordre de quitter avec interdiction d'entrée de 3 ans (annexe 13^{sexies}) est pris le jour même à son encontre, lesquels sont cependant annulés par un arrêt du Conseil n° 126.915 du 10 juillet 2014.

5. Le 9 octobre 2013, le requérant fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger et un ordre de quitter le territoire (annexe 13^{septies}) et une interdiction 3 d'entrée (annexe 13^{sexies}) sont pris à son encontre.

Par deux requêtes du 14 octobre 2013, le requérant sollicite la suspension selon la procédure d'extrême urgence de l'ordre de quitter le territoire pris à son encontre le 9 octobre 2013 et introduit deux demandes de mesures provisoires pour qu'il soit statué – toujours selon la procédure d'extrême urgence –, sur le recours en suspension introduit contre l'ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée pris le 9 avril 2013 et la décision de rejet de sa demande 9^{bis} prise le 13 mars 2012. Le Conseil a accueilli les demandes de mesures provisoires mais rejeté les demandes de suspension et rejeté également la demande de suspension introduite contre l'ordre de quitter le territoire du 9 octobre 2013 par ses arrêts du 16 octobre 2013, n° 112.067 et n° 112.066.

Par un arrêt n° 194.858 du 10 novembre 2017, le Conseil a également rejeté le recours en annulation introduit contre l'ordre de quitter le territoire du 9 octobre 2013.

6. Le 18 octobre 2013, l'Office des étrangers demande à la République islamique de Mauritanie de délivrer un document de voyage pour le requérant. Toutefois, l'interview organisée ne pourra avoir lieu en raison de sa libération.

Le 22 octobre 2013, le requérant est libéré et se voit rappeler qu'il doit quitter le territoire en exécution de la décision d'éloignement prise à son encontre le 9 octobre 2013.

7. Le 13 février 2014, la commune d'Ixelles transmet à l'Office des étrangers une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9^{bis} de la loi du 15 décembre 1980 que le requérant a introduite le 29 octobre 2013.

Le 31 mars 2014, une décision déclarant la demande 9^{bis} sans objet est prise à l'encontre du requérant.

Par un arrêt n° 173.233 du 18 août 2016, le Conseil a rejeté le recours introduit contre cette décision.

8. Toujours le 31 mars 2014, un ordre de quitter le territoire est également pris à l'encontre du requérant.

9. Le 4 juillet 2014, la demande d'autorisation de séjour 9^{bis} introduite par le requérant le 14 décembre 2009, est déclarée irrecevable et un ordre de quitter le territoire (annexe 13) est pris à son encontre. Par un arrêt n° 240.878 du 15 septembre 2020, le Conseil rejette le recours introduit contre l'ordre de quitter le territoire et par un arrêt n° 248.145 du 26 janvier 2021, il annule la décision d'irrecevabilité.

10. Le 11 octobre 2016, le requérant fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger et un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue de l'éloignement (annexe 13^{septies}) ainsi qu'une interdiction d'entrée de deux ans (annexe 13^{sexies}) sont pris et notifiés au requérant.

Par un arrêt n° 248.146 du 26 janvier 2021, le Conseil rejette le recours introduit contre l'ordre de quitter le territoire et par un arrêt n° 248.147, il annule l'interdiction d'entrée.

11. Le 14 octobre 2016, le requérant introduit une requête de mise en liberté auprès de la Chambre du conseil de Bruxelles. Le 21 octobre 2016, la requête de mise en liberté est déclarée recevable mais non fondée. Le requérant interjette appel de l'ordonnance de la Chambre du conseil de Bruxelles. Par un arrêt du 8 novembre 2016, la Cour d'appel de Bruxelles, chambre des mises en accusations, déclare l'appel recevable et fondé. La Cour de cassation rejette le pourvoi introduit contre cet arrêt dès lors que le requérant a été libéré le 18 novembre 2016.

12. Le 7 novembre 2016, le requérant est entendu à l'ambassade de Mauritanie. Lors de cette interview il prétend à présent être de nationalité burundaise et s'être procuré le document d'identité mauritanien à Bruxelles pour introduire sa demande d'asile. L'ambassade de Mauritanie, suite à cette interview, déclare qu'il est difficile de déterminer la nationalité exacte du requérant en raison de l'ancienneté de la carte d'identité dès lors que les anciens documents étaient susceptibles de fraude ce qui n'est plus le cas actuellement avec les passeports biométriques. Le 18 novembre 2016, il est donné instruction de libérer le requérant et de l'inviter à obtempérer à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié le 11 octobre 2016.

13. Le 27 février 2017, les autorités belges acceptent la demande de reprise en charge de l'intéressé des autorités françaises en application de l'article 18, § 1er, d), du Règlement Dublin III.

14. Le 9 février 2021, la demande d'autorisation de séjour introduite, le 14 décembre 2009, sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, est déclarée irrecevable et un ordre de quitter le territoire (annexe 13) est pris à l'encontre de la partie requérante. Ces décisions lui sont notifiées le 25 février 2021.

Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision d'irrecevabilité (premier acte attaqué) :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

A l'appui de la présente demande d'autorisation de séjour, l'intéressé invoque l'Instruction du 19.07.2009 concernant l'application de l'article 9.3 (ancien) et de l'article 9 bis de la Loi du 15.12.1980. Toutefois, cette Instruction a été annulée par le Conseil d'Etat (C.E., 09.12. 2009, n° 198.769 & C.E., 05.10.2011 n° 215.571). A ce propos , le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle que « l'annulation d'un acte administratif par le Conseil d'Etat fait disparaître cet acte de l'ordre juridique avec effet rétroactif et que cette annulation vaut « erga omnes » (sur la portée rétroactive de l'arrêt d'annulation : P. LEWALLE, Contentieux administratif, 2ème éd., 2002, Larcier, p. 935 et ss. , n°518 et ss - P. SOMERE, « L'Exécution des décisions du juge administratif », Adm. Pub., T1/2005, p.1 et ss.). L'arrêt d'annulation a une autorité absolue de chose jugée (C.E., 30 septembre 1980, n° 20.599) » (C.C.E arrêt n° 238 619 du 16.07.2020).

Ainsi encore, l'intéressé invoque, au titre de circonstances exceptionnelles, des craintes en cas de retour en Mauritanie « pour avoir cherché à quitter son pays » et en raison des faits à la base de ses demandes de protection internationale. Et, à ce titre l'intéressé invoque le respect de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Pour étayer ses dires à ce propos, l'intéressé produit deux rapports datant de 2009, dont le rapport de l'ILGA intitulé « Homophobie d'Etat ». Tout d'abord, il convient de rappeler que « la faculté offerte par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne saurait constituer un recours contre les décisions prises en matière d'asile et que, si le champ d'application de cette disposition est différent de celui des dispositions de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, du 28 juillet 1951, avec cette conséquence qu'une circonstance invoquée à l'appui d'une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié et rejetée comme telle peut justifier l'introduction en Belgique d'une demande de séjour de plus de trois mois, une telle circonstance ne peut toutefois être retenue à l'appui d'une demande formée sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, si elle a été jugée non établie par une décision exécutoire de l'autorité compétente en matière d'asile (...) » (C.C.E. arrêt n° 244 975 du 26.11.2020). Notons ensuite, que l'intéressé a introduit deux demandes de protection internationale, respectivement les 06.11.2008 et 06.02.2012. Celles-ci ont été toutes deux clôturées négativement par le Conseil du Contentieux des étrangers le 29.09.2011 et l'Office des étrangers le 15.02.2012. Et, force est de constater que dans le cadre de la présente demande d'autorisation de séjour, l'intéressé n'avance aucun nouvel élément concret et pertinent permettant de croire en des risques réels interdisant actuellement tout retour en Mauritanie pour y lever l'autorisation de séjour requise. Rappelons qu'il incombe à l'intéressé d'amener les preuves à l'appui de ses

déclarations. En effet, « c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. L'administration n'est quant à elle pas tenue d'engager avec l'étranger un débat sur la preuve des circonstances dont celui-ci entend déduire son impossibilité de retourner dans son pays d'origine » (C.C.E. arrêt n° 238 619 du 16.07.2020). Au vu de ce qui précède, les craintes alléguées par le requérant à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour n'appellent pas une appréciation différente de celle opérée par les instances d'asile compétentes.

Concernant l'invocation de l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, notons que celui-ci ne saurait être violé, l'intéressé n'apportant, dans le cadre de la présente demande, aucune preuve personnelle qu'il pourrait réellement, et au-delà de tout doute raisonnable encourir, en cas de retour dans son pays, un traitement prohibé par cette disposition. Rappelons que l'article 3 requiert que l'intéressé « prouve la réalité du risque invoqué par "des motifs sérieux et avérés". Ses allégations doivent être étayées par un commencement de preuve convaincant et une simple possibilité de mauvais traitements n'entraîne pas en soi une infraction à l'article 3 de la Convention », (C.C.E., n°208.241 du 27.08. 2018). Aucune circonstance exceptionnelle n'est donc établie.

Par ailleurs, l'intéressé invoque le respect de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme en raison de sa vie privée et familiale. Rappelons que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., arrêt n° 161.567, 31 juillet 2006 ; dans le même sens : CCE, arrêt n° 12.168, 30 mai 2008) » (C.C.E. arrêt n°225 156 du 23.08.2019). Rappelons encore que « l'exigence imposée par l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge ». (C.C.E. arrêt n°225 156 du 23.08.2019). Dès lors, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie.

S'agissant de l'invocation de l'arrêt « Saadic/Italie » rendu par la Cour européenne des droits de l'homme le « 28 février 2008 » relevons que cet élément ne peut être retenu comme circonstance exceptionnelle. De fait, il convient de noter que l'intéressé ne démontre valablement pas en quoi cette affaire jugée est comparable à sa situation personnelle alors qu'il revient à l'intéressé d'étayer ses allégations [C.E, 13.07.2001, n° 97.866]. Notons ensuite que le Conseil du Contentieux des Etrangers a déjà jugé qu'il « incombe au requérant qui entend s'appuyer sur des situations qu'il prétend comparables, d'établir la comparabilité de la situation avec la sienne. Dès lors, il ne suffit pas de s'adonner à des considérations d'ordre général sur des arrêts encore faut-il démontrer la comparabilité de la situation individuelle à la situation invoquée, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce (C.C.E. arrêt n° 120536 du 13.03.2014).

De même, l'intéressé invoque, au titre de circonstance exceptionnelle, son long séjour en Belgique d'une durée de plusieurs années (en partie légal) ainsi que son intégration (le fait d'avoir suivi un cours de français, la participation aux événements de l'association « Tels Quels » et au programme d'accueil, la volonté de travailler ainsi que le fait d'avoir « trouvé un logement indépendant »). Pour appuyer ses dires à cet égard, l'intéressé produit plusieurs documents, dont une attestation de suivi d'un cours de

français, une attestation d'inscription comme demandeur d'emploi et une attestation de participation au programme d'accueil. Rappelons que ni une bonne intégration en Belgique ni la longueur du séjour « ne constituent, à elles seules, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, dans la mesure où la partie requérante reste en défaut de démontrer in concreto en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise ». (C.C.E arrêt n° 220 491 du 30.04.2019). Rappelons encore qu'il incombe « à la partie requérante, qui a choisi d'introduire une demande d'autorisation de séjour selon la procédure prévue à l'article 9bis de la loi, d'apporter la preuve qu'elle se trouve dans les conditions légales fixées par cette disposition et, partant, d'établir dans son chef l'existence des circonstances exceptionnelles faisant obstacle à l'introduction d'une telle demande dans le pays d'origine ou dans le pays où elle est autorisée au séjour ». (C.C.E. arrêt n° du 29.11.2019). Par conséquent, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie.

En outre, l'intéressé indique qu'il « n'est pas une charge économique pour la Belgique ». Bien que cela soit tout à son honneur, on ne voit pas en quoi cela constitue une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine ou de résidence à l'étranger afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour.

L'intéressé invoque également, au titre de circonstances exceptionnelles, les articles 10 et 11 de la Constitution Belge qui impose que des personnes dans des conditions semblables soient traitées de manière équivalente.

Rappelons que c'est au requérant, qui entend déduire de situations qu'il prétend comparables, qu'il incombe d'établir la comparabilité de ces situations avec la sienne (Conseil d'Etat arrêt n° 97.866 du 13/07/2001), car le fait que d'autres personnes auraient bénéficié d'une régularisation de séjour provisoire n'entraîne pas ipso facto sa propre régularisation et ne constitue pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire. De plus, le fait de lui demander de se conformer à la légalisation en la matière en levant les autorisations de séjour depuis son pays d'origine, comme tout un chacun n'est en rien une violation desdits articles. Dès lors, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie. Précisons encore que ce départ n'est que temporaire et non définitif

In fine, l'intéressé indique qu'il ne « représente aucun danger pour notre sécurité publique ». Notons que cet élément ne saurait raisonnablement constituer une circonstance exceptionnelle : il n'empêche ni ne rend difficile un retour vers le pays pour y lever les autorisations nécessaires. En outre, ce genre de comportement est attendu de tout un chacun. Il ne peut donc être retenu pour rendre la présente demande recevable.

En conclusion, l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande auprès du poste diplomatique compétent pour son pays d'origine. Dès lors, sa demande est déclarée irrecevable. »

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire (deuxième acte attaqué) :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

o En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 : l'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable revêtu d'un visa valable. »

II. Exposé des moyens d'annulation

1. A l'appui de son recours, la partie requérante soulève **deux moyens**.

2. Le **premier moyen**, dirigé contre la décision d'irrecevabilité, est pris de « la violation de l'art. 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 9 bis de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 3 et 8 de la Convention Européenne des droits de l'Homme, des art. 14, 15, 21 et 23 de l'arrêté ministériel du 28.10.2020, arrêté ministériel portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ainsi que du principe de bonne administration et du contradictoire, et de l'erreur manifeste d'appréciation », et est articulé en trois griefs.

Dans un premier grief, après avoir rappelé des considérations générales et théoriques relatives à l'article 9*bis* et à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs, le requérant fait grief à la partie adverse de ne statuer que sur les éléments communiqués jusqu'en 2011, sans égard à ceux postérieurs invoqués tant dans sa deuxième demande de protection internationale que dans sa deuxième demande de séjour de plus de trois mois.

Il souligne que les différentes démarches pour le renvoyer en Mauritanie n'ont pas abouties ce qui peut constituer une difficulté particulière de retour dont la partie adverse ne tient pas compte.

Le requérant soutient que la partie adverse n'a pas non plus tenu compte de son long séjour de 12 ans sur le territoire, lequel ne peut être considéré comme irrégulier puisque la plupart des décisions prises à son encontre ont été annulées.

Il ajoute qu'il a introduit sa demande de séjour en 2009, alors qu'il était toujours en situation régulière sur le territoire dans le cadre de sa première demande de protection internationale.

Le requérant estime que la partie adverse aurait dû analyser la situation actuelle des homosexuels en Mauritanie, de même que les risques contraires à l'article 3 de la CEDH qu'il encourrait en cas de retour dans son pays d'origine au vu de son homosexualité et de ses activités politiques en Belgique non contestées. Il souligne que ses activités n'ont pas été contestées par le Commissaire général aux apatrides mais uniquement son degré insuffisant d'implication, ce qui n'exclut pas que cela peut représenter une difficulté particulière de retour d'autant plus au vu de son orientation sexuelle

Dans un deuxième grief, le requérant soutient que la partie adverse aurait dû tenir compte de l'ensemble de la législation applicable au moment de l'adoption de la décision querellée, à savoir l'arrêté ministériel relatif aux mesures urgentes prises en raison de la pandémie due au COVID-19 et en particulier, l'interdiction des voyages non essentiels hors de la Belgique. Il argue que la partie adverse aurait dû indiquer en quoi son retour au pays d'origine pour y lever l'autorisation requise devait être considéré comme essentiel. Il fait état de circonstances résultant de la crise sanitaire et affirme qu'elles sont des circonstances exceptionnelles révélant un état de nécessité manifeste justifiant une difficulté particulière de retour. Il allègue que lui assurer un hébergement stable constitue une mesure primordiale pour prévenir le risque imminent d'une atteinte à son intégrité physique et à la santé publique. Il ajoute encore que le retour en Mauritanie est impossible puisque selon le site du ministère des affaires étrangères les voyages non essentiels vers la Mauritanie sont suspendus.

Dans un troisième grief, le requérant affirme qu'il ne fait nul doute que les relations qu'il a nouées en Belgique tombent sous le champ d'application de l'article 8 de la CEDH. Il soutient en effet qu'il est légitime de supposer qu'au bout de 13 années sur le territoire et au vu de son profil politique et de son orientation sexuelle, il a développé des attaches sociales fortes et véritables. Il fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à la balance des intérêts en présence et a en conséquence violé l'article 8 de la CEDH. Il ajoute la décision attaquée l'empêche de pouvoir initier la cohabitation légale en lui refusant de pouvoir résider à l'adresse de sa compagne.

3. Le **second moyen**, dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, est pris de « la violation de l'art. 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et des articles 7, 74/13 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des art. 14, 15, 21 et 23 de l'arrêté ministériel du 28.10.2020, arrêté ministériel portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, des articles 3, 6, 8, 13 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, de l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, des articles trois et 21 de la directive 604/2013 (règlement Dublin III), des principes généraux de bonne administration et plus particulièrement du principe de minutie, de proportionnalité, de prudence et de précaution, de l'obligation de procéder avec soin à la préparation d'une décision administrative en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause, de l'erreur manifeste d'appréciation » et est également articulé en trois griefs.

Dans un premier grief, après des considérations générales relatives à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs, aux articles 7 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et au droit à être entendu, le requérant fait grief à la partie adverse de ne pas l'avoir entendu quant à sa vie familiale et sociale et de se baser uniquement sur des éléments remontant à 11 ans. Il estime en conséquence que la motivation de l'acte attaqué ne permet pas de rencontrer les exigences de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 8 de la CEDH.

Dans un deuxième grief, le requérant allègue que l'acte attaqué viole l'article 3 de la CEDH - à propos duquel il expose des considérations générales - dès lors que la partie défenderesse se réfère à l'examen de sa demande d'asile fait le 15 février 2012 alors que cette décision ne portait que sur le caractère nouveau des documents déposés à cette occasion. Il observe que la partie adverse ne fait aucune analyse de la situation des homosexuels en Mauritanie depuis 2012. Il soutient que la partie adverse devait se prononcer sur son non-refoulement puisqu'il n'appartenait pas aux instances d'asile de le faire, notamment eu égard de l'article 3 de la CEDH. Il conclut que la motivation n'est pas adéquate.

Dans un troisième grief, le requérant réitère les mêmes griefs concernant le Covid-19 que ceux invoqués contre la décision d'irrecevabilité mais cette fois à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire.

III. Discussion

Quant à la décision d'irrecevabilité

1. Sur le premier moyen, toutes les branches réunies, le Conseil rappelle que l'article 9bis, §1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 stipule que « Lors de circonstances exceptionnelles et à la condition que l'étranger dispose d'un titre d'identité, l'autorisation de séjour peut être demandée auprès du bourgmestre de la localité du lieu où il séjourne, qui la transmettra au Ministre ou à son délégué. Quand le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour, celle-ci sera délivrée en Belgique ».

L'existence de circonstances exceptionnelles est une condition de recevabilité de la demande par laquelle l'étranger sollicite l'autorisation de séjour de plus de trois mois en Belgique. Ce n'est que lorsqu'il a admis l'existence de circonstances exceptionnelles, que le Ministre ou son délégué examine si les raisons invoquées par l'intéressé pour obtenir une autorisation de séjour de plus de trois mois en Belgique sont fondées.

Les circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ne sont pas des circonstances de force majeure, mais des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour dans le pays où se trouve le poste diplomatique compétent pour les intéressés, pour y introduire leur demande. Le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement.

Quant au contrôle de légalité, le Conseil rappelle qu'il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n° 147.344).

Dans ce même cadre, il lui appartient notamment de vérifier si la partie défenderesse a respecté les obligations qui lui incombent, notamment, en termes de motivation des actes administratifs. A cet égard, il importe de rappeler que, si l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité en vertu de diverses dispositions légales, n'implique nullement la réfutation détaillée de chaque argument avancé à l'appui de la demande dont elle est saisie, mais elle comporte néanmoins, l'obligation d'informer le demandeur des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué et ce, aux termes d'une motivation qui réponde, fût-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé.

2. En l'espèce, le Conseil observe que la motivation de l'acte attaqué révèle que la partie défenderesse a, de façon détaillée et méthodique, répondu aux éléments essentiels soulevés dans la demande d'autorisation de séjour de la partie requérante en indiquant les raisons pour lesquelles elle estimait que ces éléments ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles au sens indiqué supra.

3. Cette motivation, énoncée en termes clairs, permet au requérant de comprendre les raisons pour lesquelles il n'a pas été fait droit, au stade de la recevabilité, à sa demande d'autorisation de séjour. Elle n'est en outre pas utilement contestée en termes de recours.

Ainsi, le requérant ne saurait être suivi en ce qu'il reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir examiné les éléments invoqués à l'appui d'autres demandes, notamment sa seconde demande de protection internationale et sa seconde demande d'autorisation de séjour introduite également sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil rappelle en effet que c'est à l'étranger qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles d'en apporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise, étayée par des éléments suffisamment probants et, le cas échéant, actualisée. L'administration n'a pas à tenir compte d'éléments qui ne sont pas repris dans la demande, même si elle en a connaissance autrement, ni à rechercher elle-même si de telles circonstances existent dans le chef de l'étranger (en ce sens, notamment, C.E., n°101.071 du 22 novembre 2001. C.E., n°102.435 du 8 janvier 2002).

Il en va de même, s'agissant des difficultés rencontrées pour l'éloigner dès lors que l'intéressé ne prétend pas s'en être prévalu, si ce n'est dans sa demande, à tout le moins dans une actualisation de celle-ci. Il en va d'autant plus ainsi que des difficultés de rapatriement peuvent être justifiées par de multiples circonstances, notamment la non-collaboration de l'étranger ou de ses autorités nationales, et n'impliquent pas *de facto* qu'il existe dans son chef une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis précité.

S'agissant de la longueur de son séjour et de son caractère partiellement légal, le grief du requérant manque en fait. Une simple lecture de la décision attaquée permet de constater que tant l'un que l'autre ont été pris en considération. Quant au fait que sa demande a été introduite alors qu'il était en séjour légal, cet élément est sans pertinence pour l'appréciation des circonstances exceptionnelles, dont la réalité doit s'apprécier au jour où l'administration statue sur la demande.

Le Conseil constate encore que la partie défenderesse a valablement pu considérer, quant aux éléments invoqués dans le cadre de ses demandes de protection internationale que ces demandes ont toutes deux été clôturées négativement, et que d'autre part, le requérant n'avance aucun nouvel élément concret et pertinent permettant de croire en des risques réels interdisant actuellement tout retour en Mauritanie pour y lever l'autorisation de séjour requise. A cet égard, le requérant ne peut raisonnablement reprocher à la partie adverse de ne pas avoir tenu compte de la situation actuelle des homosexuels en Mauritanie, alors même qu'il n'a plus actualisé ou complété sa demande depuis 2011. En outre, sa prétendue homosexualité se comprend mal, dès lors que, d'une part, elle a été remise en cause par les instances d'asile, en ce compris le Conseil saisi sur recours, et que d'autre part, il affirme, en termes de recours, avoir une compagne avec laquelle il veut faire acter une cohabitation légale.

Le requérant ne saurait non plus être suivi en ce qu'il reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte de la crise sanitaire et de la réglementation qui interdit les voyages non essentiels alors qu'il s'agit incontestablement d'une circonstance exceptionnelle. Le Conseil rappelle que la partie défenderesse n'est tenue de répondre qu'aux circonstances invoquées dans la demande d'autorisation de séjour et n'a pas à tenir compte d'éléments dont elle aurait connaissance par ailleurs mais qui n'ont pas été invoqués par le demandeur. Ainsi, si l'intéressé estimait que la pandémie de COVID-19 était constitutive d'un cas de force majeure et par voie de conséquence d'une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, il lui appartenait d'actualiser sa demande en ce sens, *quod non*.

S'agissant de la vie privée du requérant, en raison notamment de ses relations sociales, protégée par l'article 8 de la CEDH, la partie défenderesse l'a dûment prise en compte et a procédé à une mise en balance des intérêts en présence. Elle a cependant estimé que l'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent dans le pays d'origine aux fins d'y lever les autorisations de séjour requises *«constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait»*. Cette motivation est suffisante et adéquate. Elle n'est pas utilement contestée par le requérant. Celle-ci se borne à invoquer une vie privée, au sujet de laquelle au demeurant il ne précise rien se contentant d'alléguer de manière péremptoire qu'elle peut être déduite de son long séjour, sans cependant contester de manière concrète la validité du raisonnement ainsi suivi par la partie défenderesse, ni

démontrer qu'il serait entaché d'une erreur manifeste d'appréciation. Aucune violation de l'article 8 de la CEDH n'est en conséquence démontrée.

Quant à sa compagne et leur projet de faire acter une cohabitation légale, outre que cet élément est en contrariété avec l'orientation sexuelle dont il se prévaut et qu'il n'est nullement étayé ni ne ressort du dossier administratif, force est de constater à nouveau qu'il ne s'en est pas prévalu à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour ou dans des compléments ultérieurs, de sorte qu'il ne peut reprocher à la partie adverse de ne pas l'avoir pris en considération

4. Aucune des branches du premier moyen ne sont en conséquence fondées. Le recours en ce qu'il vise la décision d'irrecevabilité doit dès lors être rejeté.

Quant à l'ordre de quitter le territoire

5. Sur le deuxième moyen, en ce qu'il est pris, notamment pris, de la violation de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil rappelle que l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que *« Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné »*.

A cet égard, le Conseil observe que le Conseil d'Etat, dans un arrêt récent n°253 942 du 9 juin 2022, auquel il se rallie, a estimé que *« [...] l'adoption d'un ordre de quitter le territoire, sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n'implique pas seulement le constat par l'autorité administrative d'une situation, en l'occurrence le fait que le requérant « demeure dans le Royaume au-delà du délai autorisé par le visa ou l'autorisation tenant lieu de visa apposée sur son passeport ou sur le titre de séjour en tenant lieu », pour en tirer des conséquences de droit. L'autorité doit également veiller lors de la prise d'un [...] [ordre de quitter le territoire] à respecter les droits fondamentaux de la personne concernée, comme le prescrit l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980. L'obligation de motivation formelle d'un acte administratif requiert d'exposer les motifs de fait et de droit qui le fondent. Dès lors que l'autorité doit notamment avoir égard, lors de l'adoption d'un ordre de quitter le territoire, au respect des droits fondamentaux de l'étranger, il lui appartient donc d'expliquer comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 précité en tenant compte notamment de la vie familiale de la personne concernée. Par ailleurs, comme le relève le requérant, un ordre de quitter le territoire a une portée différente de celle d'une décision d'irrecevabilité de séjour. En statuant sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la partie adverse se prononce quant au point de savoir si l'étranger peut se prévaloir de circonstances justifiant qu'il forme sa demande de séjour en Belgique et non dans son pays d'origine. Sa décision ne porte pas sur l'éloignement du requérant. Dès lors qu'un ordre de quitter le territoire a une portée juridique propre et distincte d'une décision d'irrecevabilité de séjour, cet ordre doit faire l'objet d'une motivation spécifique et la circonstance que la partie adverse ait motivé la décision d'irrecevabilité de séjour au regard des critères de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ne la dispense pas de motiver l'ordre de quitter le territoire eu égard à la portée qu'a cette mesure »*.

6. En l'espèce, force est de constater que la partie défenderesse n'expose pas, dans la motivation de l'ordre de quitter le territoire, *« comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 »* de la loi du 15 décembre 1980. La partie défenderesse peut d'autant moins s'en référer sur ce point à la décision d'irrecevabilité que cette dernière répond à une demande qui date de plusieurs années et n'a pas été actualisée récemment.

7. L'argumentation développée dans la note d'observations, selon laquelle *« l'acte attaqué fait suite à la décision d'irrecevabilité 9bis, dans le cadre de laquelle sa situation concrète, notamment eu égard sa vie sociale et familiale, a été appréciée, de sorte que la partie adverse n'avait pas à motiver l'acte attaqué à cet égard »* ne permet pas d'énervier les constats qui précèdent.

8. Il résulte de ce qui précède que la première branche du deuxième moyen, dirigée contre l'ordre de quitter le territoire, est fondée en ce qu'elle est prise de la violation de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et d'une violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Elle suffit donc à l'annulation du second acte attaqué, sans qu'il soit par ailleurs nécessaire d'examiner les autres branches du moyen qui à les supposer fondées ne seraient pas de nature à conduire à une annulation aux effets lus étendus.

IV. Débats succincts

1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

L'ordre de quitter le territoire, pris le 9 février 2021, est annulé.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet, en ce qu'elle vise l'ordre de quitter le territoire.

Article 3

La requête en suspension et annulation est rejetée pour le surplus.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente août deux mille vingt-deux par :

Mme C. ADAM,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
--------------	-----------------------------------------------------

M. A.D. NYEMECK,	greffier.
------------------	-----------

Le greffier,	La présidente,
--------------	----------------

A.D. NYEMECK	C. ADAM
--------------	---------